

La Reine-Soleil



INTERVIEW

TEXTES
JEAN-MARC
RAFFAELLI
ARCHIVES
CHRISTIAN BUFFA

REPERES

- | **1953**
Naissance à Dakar (Sénégal).
- | **1978**
Adhère au PS.
- | **1980**
Diplômée de l'Ena.
- | **1988**
Élue députée des Deux-Sèvres.
- | **1992**
Ministre de l'Environnement du gouvernement Berégovoy.
- | **2004**
Présidente du conseil régional de Poitou-Charentes.
- | **2017**
Publie le *Manifeste pour une justice climatique* (Plon).

Ségolène Royal. - L'ex-ministre de l'Environnement, qui a fait aboutir plusieurs projets dans notre territoire, entend faire de la Corse la tête de pont des îles de la Méditerranée dans le cadre de son Alliance solaire internationale

Ségolène Royal a un faible pour la Corse. Ministre de l'Environnement, elle a tenu à ce que le territoire fut le premier de France à être doté d'un programme pluriannuel de l'énergie (trois milliards d'investissements d'ici 2023) et tendre vers l'indépendance énergétique : elle a créé dans un délai record le Parc national marin du Cap et des

"La Corse peut réussir la révolution des déchets"

Agriate protégé par un bouclier maritime qui la protège du trafic avec l'Italie dans le canal de Corse ; elle s'est activée pour élargir le cercle fermé des "Grands sites de France" à deux sites insulaires, les Îles sanguinaires-Pointe de la Parata et Conca d'Oru-Parimono-Golfe de Saint-Florent dont le label est officiellement remis aujourd'hui. Il suffit de souffler le mot "Corse" à l'oreille de l'ambassadrice des pôles Arctique et Antarctique pour briser aussitôt la glace...

Pourquoi en avez-vous fait plus pour la Corse que pour les autres régions ?

Parce qu'elle attendait depuis longtemps la finalisation d'un certain nombre de projets vis-à-vis desquels

elle était très mobilisée. En arrivant aux responsabilités, Gilles Simonei et son équipe - je pense en particulier à Fabiana Giovannini - ont radicalement changé la vision de la protection de l'environnement en Corse et se sont montrés offensifs sur la valorisation de leur patrimoine dont ils ont intégré la dimension environnementale. J'ai agi comme partout où les gens ont conscience des potentiels de leur territoire, se montrent très impliqués, et se saisissent des outils que j'ai mis en place. Je facilite les accès, mais ce n'est pas moi qui fais pour la Corse, ce sont les Corses qui font pour la Corse.

À vous écouter, le courant avec les nationalistes est bien passé...

Nationalistes ou pas, ce n'est pas la question. Ce qui est déterminant à mes yeux, c'est de rencontrer des gens authentiques et enthousiastes, soucieux de défendre leur territoire, plus encore si celui-ci est aussi exceptionnel et fragile que celui de la Corse, des gens convaincus par la transition énergétique. Je suis bien placée pour vous dire que ce n'est pas le cas partout.

Auriez-vous souhaité accompagner d'autres projets ?

Oui, celui du traitement des déchets, un dossier sensible en Corse. Le cap du tri et de la valorisation a été pris, c'est bien, et ça demande un peu de temps. Mais la question des déchets ne peut pas être gérée que sur le seul terrain administratif, il faut que chaque personne comprenne qu'il faut trier et recycler afin de réduire le volume à la source et ça, c'est un grand défi. J'ai à l'esprit l'exemple d'une communauté de communes du Comté de communes du Continent à laquelle j'ai remis le prix "zéro déchet, zéro gaspillage". Elle faisait passer un camion tous les jours, mais peu après avoir mobilisé les citoyens et les entreprises, il ne passe plus, tenez-vous bien, qu'une fois par mois. C'est un domaine où la révo-

lution est possible et je souhaite à la Corse de la réussir.

Condamnez-vous les constructions de la Rondinara pour lesquelles la justice administrative n'a pas ordonné la démolition ?

Sur un plan déontologique, il m'est difficile de commenter une affaire pour laquelle la procédure judiciaire continue. Je dis simplement, dans l'absolu, que les règles doivent être respectées par tout le monde de manière très rigoureuse. Personne n'est au-dessus des lois.

"Je vais intégrer la Corse dans la coalition solaire"

Alerté au printemps par le Conseil exécutif sur une société norvégienne qui demandait un permis d'exploration d'hydrocarbures entre la Corse et la Sardaigne, Nicolas Hulot a pris une décision générale d'interdiction. C'est le succès idéal pour vous ?

Oui, c'est un ministère où il faut se battre corps et âme, on l'a vu encore récemment avec l'intention de réduire les crédits en direction des territoires à énergie positive ou encore de revenir sur le

crédit d'impôt dont bénéficient les contribuables qui effectuent des travaux dans leurs logements.

J'ai prévenu Nicolas qu'il fallait tenir bon et ne pas se laisser atteindre par des arguments illusoire. Mais tout ça, il le sait, bien sûr. Ses mesures sur le chèque énergie pour les familles défavorisées ou le coup de ponce à la voiture propre témoignent de sa volonté de respecter

et de poursuivre l'immense travail accompli en faveur de la transition énergétique, la biodiversité et la démocratie environnementale.

La Corse devient une collectivité unique, les départements disparaissent. Qu'en pensez-vous ?

L'essentiel, c'est l'efficacité à mener à bien les projets fondés sur l'identité du territoire. La simplification va créer une bonne dynamique. Le gouvernement doit tenir ses engagements au niveau budgétaire. Il ne faut jamais décourager les forces vives du terrain. Moi-même, j'ai

"Faire des pôles un bien commun de l'humanité"

Le Pacte mondial de l'environnement qui va faire l'objet de négociations avec les pays de l'Onu a-t-il des chances d'aboutir ?

Je l'espère, ça va prendre un peu de temps, mais il revêt surtout une dimension juridique. Le vrai pacte, c'est l'accord de Paris sur le climat et toutes les actions concrètes qui s'y rattachent, comme le solaire que l'on a évoqué tout à l'heure. C'est le passage à l'action qu'il faut accélérer.

Je suis en train de créer une fondation pour lancer justement des actions opérationnelles dont l'une sera la réhabilitation des territoires qui ont subi des incendies. Il s'agit notamment de voir quelles sont les nouvelles technologies en matière de biodiversité susceptible de permettre de réparer plus rapidement le patrimoine végétal ravagé par les flammes. La Corse entrera naturellement dans ce programme.

Quel sort va être réservé à votre mission nifeste pour une justice climatique ?

Parlez-nous un peu de votre mission d'ambassadrice des pôles...

Le réchauffement climatique se concentre en Arctique et en Antarctique de façon dramatique. Ce que l'on sait moins, c'est que la fonte des glaces aux pôles a un impact sur la totalité de la planète.

Par exemple, les experts du Giec* ont prévu que le niveau de la mer s'élèverait d'un mètre d'ici 2050, mais si la fonte des glaces s'accélère, ce sera peut-être deux mètres avec des conséquences désastreuses pour les îles et les villes côtières. Par ailleurs, la fonte rend accessibles des ressources minières qui ne l'étaient pas, et il est urgent

de mettre en place des règles internationales pour faire des pôles un bien commun de l'humanité et ainsi écarter les risques sérieux de conflits et de pollution.

Les tragédies cycloniques de ces dernières semaines vont-elles renforcer la prise de conscience, y compris celle de Donald Trump ?

Oui, il y a toujours eu des cyclones, mais ils sont de plus en plus violents et de plus en plus rapprochés. On sent chez les Américains

comme un frémissement, une évolution, ils ne disent plus aussi franchement qu'ils vont sortir de l'accord. La vraie difficulté à leur niveau, c'est d'amorcer la réduction de l'exploitation de pétrole, ce n'est pas gagné d'avance.

Ça vous tenterait de devenir à votre tour chroniqueuse à la télévision ?

Plusieurs chaînes me l'ont proposé, ça me fait plaisir et oui, ça m'intéresse, mais pas maintenant où j'ai beaucoup à faire, je suis toujours dans l'action.

* Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.